

Nicolas Werth : La Grande Terreur en URSS (1937-1938)

Formation Shoah - 12 Janvier 2021

Résumé de la conférence :

La conférence de Nicolas Werth analyse les violences du stalinisme de 1930 à 1953. Le conférencier montre l'extraordinaire diversité des pratiques de terreur staliniennes dont l'historiographie a été profondément renouvelée par l'accès depuis une trentaine d'années aux archives de l'appareil d'Etat soviétique. Nicolas Werth dresse un bilan des victimes et analyse les modalités de prise de décisions et de mise en œuvre des politiques répressives de Staline dont la compréhension par l'histoire doit s'inscrire nécessairement dans la continuité. En effet, une des caractéristiques fondamentales des crimes de masse staliniens est la durée, un quart de siècle, pendant laquelle ils ont été perpétrés. L'historien souligne leur institutionnalisation et leur extension à toutes les sphères de la vie politique, économique et sociale.

Nicolas Werth est un ancien élève de l'ENS Saint-Cloud et agrégé d'histoire. Il a été directeur de recherche à l'IHTP (Institut d'histoire du temps présent) jusqu'en 2015. Il est spécialiste de l'histoire du stalinisme.

Parmi ses nombreux ouvrages et publications, on peut citer :

- WERTH (Nicolas), *Être communiste sous Staline*, Paris, Gallimard, collection « Archives », 1981
- WERTH (Nicolas), *La Terreur et le désarroi : Staline et son système*, Paris, Éditions Perrin, collection « Tempus », 2007
- WERTH (Nicolas), *L'ivrogne et la marchande de fleurs : autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, Paris, Tallandier, 2009
- WERTH (Nicolas) et JURGENSON (Luba) eds, *Le Goulag, Témoignages et archives*, Paris, Robert Laffont, collection Bouquins, 2017
- WERTH (Nicolas), *La route de la Kolyma*, Paris, Editions Belin, 2021
- WERTH (Nicolas), *Les grandes famines soviétiques*, Paris, PUF, collection Que sais-je ?, 2020

Introduction :

Pour présenter son propos, Nicolas Werth indique que sa conférence va porter d'une façon générale sur les violences du stalinisme parmi lesquelles on trouve, bien sûr, la Grande Terreur.

Pour débiter, Nicolas Werth conseille pour s'appropriier la question de la Grande Terreur la lecture de son ouvrage paru aux éditions Tallandier en 2009 : *L'ivrogne et la marchande de fleurs : autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, ou les articles qu'il a pu écrire pour le magazine *L'Histoire* sur cette question (en particulier le numéro n°461 de *L'Histoire* daté de juillet-août 2019 consacré aux *Mondes du Goulag*).

Depuis environ trente ans, c'est-à-dire la chute de l'URSS qui a permis l'accès aux archives des principales instances politiques, judiciaires et policières soviétiques, les historiens spécialistes de l'URSS ont pu explorer plus en profondeur la face sombre, répressive et criminelle du régime stalinien, dresser un bilan des victimes et analyser les mécanismes de prise de décision ainsi que les modalités de mise en œuvre des différentes campagnes répressives qui durant un quart de siècle de la fin des années 1920 au début des années 1950 se sont succédées, relayées, emboîtées puis estompées au rythme d'une pulsation très spécifique au stalinisme en action. On mesure aujourd'hui mieux l'extraordinaire diversité des politiques répressives, du triple point de vue de leurs fonctions, de leurs modalités et des cibles visées. Les explications qui mettent en avant l'idéologie, la personnalité du dictateur, la culture politique, c'est-à-dire la violence du stalinisme comme élément constitutif de l'idéologie, de la mentalité bolchevique, caractérisée par l'identification de la politique à la guerre, sont certes éclairantes pour comprendre la violence extrême du stalinisme mais elles sont insuffisantes pour en saisir toute la complexité. Ainsi dans les années 1930, la violence a été mise en œuvre en premier lieu pour transformer en profondeur la société soviétique par une politique agressive d'ingénierie sociale mais aussi en réponse à toute une série de crises déclenchées par cette même politique dans une période de tensions extrêmes intérieures et extérieures. Cet enchaînement de crises était le plus souvent non anticipé ou conduisait à des conséquences non prévues, chacune d'entre elles exigeant une réponse urgente généralement prise dans la plus totale improvisation. On peut donc dire que les difficultés du régime à maîtriser une société traversée par la domination mais pas pour autant fermement contrôlée, contrairement à une vieille idée reçue sur le prétendu contrôle absolu de la société soviétique par le parti-Etat, alimentaient en permanence la violence. Uniques réponses aux obstacles rencontrés, les campagnes répressives successives généraient en fait non pas l'ordre souhaité mais des mouvements sociaux souvent incontrôlés, des effets en chaîne imprévus, des désordres inattendus, qui à leur tour entretenaient et amplifiaient la spirale de la violence.

Tout au long de cette longue période stalinienne qui s'étend sur un quart de siècle entre la fin des années 1920 et le début des années 1950, les politiques répressives ont connu plusieurs évolutions significatives. Première évolution, le profil des victimes, de la classe à la nation. Jusqu'au milieu des années 1930, la répression frappe prioritairement dans le droit fil de la révolution bolchevique, les « ennemis de classe » : les koulaks, paysans « riches », en fait ceux qui s'opposaient à la collectivisation, élites de l'ancien régime, membres du clergé et plus généralement tous ceux que le régime qualifiait de « byvshie » (« бывшие ») selon la terminologie de l'époque. A partir de la fin des années 1930, la répression va cibler plus

spécifiquement les minorités ethniques, minorités de diaspora soupçonnées de liens avec les puissances ennemies, en particulier pendant la Grande Terreur de 1937-1938 les minorités polonaises, allemandes, baltes, mais aussi les minorités de régions périphériques ou frontalières, particulièrement réfractaires à la soviétisation comme les Tchéchènes, les Ingouches, les Kalmuks, les Balkars, les Karatchaïs. Les Tatars de Crimée sont soumis pendant la guerre à une déportation sans précédent au prétexte qu'ils auraient collaboré avec l'occupant allemand. Cette évolution dans le ciblage des catégories hostiles reflète en fait l'évolution du système politique soviétique lui-même. Une fois le socialisme et la société socialiste sans classe déclarés édifiés au milieu des années 1930, le renforcement du nouvel Etat qu'est devenue l'URSS, un Etat de nations, un ensemble centralisé et dictatorial dominé par la Russie, devient la tâche prioritaire. Deuxième évolution, le passage d'un ciblage visant en priorité les ennemis de classe à une criminalisation sans précédent de toutes les formes d'insubordination et de protestation sociales, des stratégies de survie d'une population confrontée à d'immenses difficultés économiques qui se manifestent par des chapardages généralisés dans les champs des kolkhozes, des petits vols dans les usines, des changements non autorisés de lieu de travail, l'absentéisme, la spéculation, c'est-à-dire la revente de produits déficitaires, etc. Cette évolution traduit un autre changement politique majeur dans le projet stalinien, l'abandon du projet révolutionnaire centré sur la lutte des classes pour une gestion plus routinière, sinon conservatrice, de l'Etat socialiste dont la tâche prioritaire est désormais de surveiller, de discipliner et de punir les masses laborieuses, masses dangereuses. Troisième évolution, de l'instrumentalisation des tensions sociales et des violences d'en bas avec une large participation d'activistes notamment lors de la dékoulakisation, au cours de laquelle les paysans pauvres sont en première ligne de l'offensive révolutionnaire contre les koulaks. On va passer à une répression strictement policière mise en œuvre dans le plus grand secret par des groupes opérationnels d'agents de la sécurité d'Etat et des juridictions d'exception. C'est le cas en particulier pendant les opérations répressives de masse de la Grande Terreur.

Les recherches récentes ont donc conduit les historiens explorant les dimensions répressives du stalinisme à se pencher sur des questions qui avaient été débattues depuis des années par les historiens du nazisme. L'historiographie récente du stalinisme s'est ainsi tout particulièrement intéressée aux mécanismes de prise de décisions politiques, aux processus de mise en œuvre de ces décisions, aux interactions entre le niveau central et le niveau local, à la part du secret et du public dans la violence de masse. Nicolas Werth rappelle ce qui distingue fondamentalement la violence du nazisme et la violence du stalinisme, au-delà de la différence toujours soulignée entre des persécutions nazies motivées par un fondement racial et des persécutions stalinienne sur un fondement de classe (mais en fait beaucoup plus complexe que cela dans le cas du stalinisme car la dimension ethnique, nationale a un rôle aussi important que le rôle social), c'est que la violence du nazisme est avant tout dirigée vers l'extérieur, dans le cadre d'un projet expansionniste, impérialiste qui doit imposer la suprématie du III^e Reich sur l'ensemble de l'Europe, alors que la violence du stalinisme est dirigée principalement, mais pas exclusivement, vers la société soviétique elle-même. De manière remarquable, la soviétisation de territoires hors de l'URSS en 1939-1941 puis après 1944, c'est-à-dire la soviétisation des pays baltes, de l'Ukraine, de la Biélorussie occidentale rattachée auparavant à la Pologne, de la Moldavie rattachée auparavant à la Roumanie, sans parler de la satellisation de la moitié de l'Europe après 1945, ne fit que dupliquer de manière routinière mais de façon plus condensée dans le temps les politiques répressives qui avaient été mises

en œuvre en URSS dans les années 1930. Mais sans qu'un seuil supplémentaire de violence soit franchi. C'est cette répression tournée vers l'intérieur par rapport à la violence du nazisme tournée en dehors de la société allemande mais essentiellement sur les pays conquis qui marque une différence tout à fait fondamentale.

I – Les déportations.

On peut distinguer quatre modalités principales de répression : les déportations de masse, le travail forcé de masse, les exécutions secrètes et enfin l'arme de la faim, c'est-à-dire les grandes famines du début des années 1930 qui n'ont rien à voir avec une catastrophe climatique mais qui sont bien des famines qui résultent d'une politique et qui ont pour but de briser les résistances paysannes et nationales dans certains cas comme dans le cas de l'Ukraine.

Première grande forme de violence de masse du stalinisme, ce sont les déportations. Les déportations massives de groupes sociaux et/ou ethniques constituent une première forme majeure de ces politiques sous le stalinisme. Entre 1930 et 1953, plus de six millions de personnes furent déportées vers des régions inhospitalières du pays à l'issue d'une décision politique secrète prise au plus haut niveau du parti ou de la sécurité d'État. Cette décision avait un caractère strictement administratif, ne s'appuyait sur aucun fondement du droit pénal soviétique, ne visait pas des individus mais des catégories le plus souvent arbitrairement construites par le pouvoir : catégorie « koulak », catégorie « élément nationaliste bourgeois », catégorie « élément socialement nuisible ». Ou des groupes ethniques. L'analyse des dizaines d'opérations de déportation décidées et planifiées au plus haut niveau du pouvoir entre 1930 et 1953 montre l'extraordinaire diversité des groupes visés et des objectifs à atteindre : liquidation des koulaks en tant que classe au moment de la collectivisation forcée des campagnes entre 1930 et 1932 qui se solde par la déportation d'environ 2,4 millions de personnes, des paysans pour l'essentiel catalogués comme « paysans riches » mais en fait on s'en prend à tous ceux qui s'opposent ouvertement à la collectivisation des campagnes. Entre 1933-1938, on a une politique de déportation, de nettoyage des villes de ceux que le régime qualifie « d'éléments socialement nuisibles ». Il s'agit d'une très large catégorie qui comprenait tous les petits délinquants, les vagabonds mais aussi les « gens du passé », c'est-à-dire les élites sociales et les fonctionnaires de l'ancien régime tsariste, mais aussi des petits artisans ou des petits commerçants déclassés qui n'avaient plus leur place dans la nouvelle société en cours de construction. A partir de la fin des années 1930, avec l'occupation par l'Armée Rouge de la partie orientale de la Pologne, puis en 1940 des pays baltes et de la Moldavie, va être organisée la déportation de centaines de milliers d'éléments qualifiés de « nationalistes bourgeois » de ces régions annexées par l'URSS. Pendant la guerre, est mise en œuvre la déportation totale de peuples entiers, parmi lesquels les citoyens soviétiques d'origine allemande, tatare, tchéchène, karatchaïs, balkar, kalmuk accusés d'avoir collaboré avec l'occupant nazi. Puis, après 1945, vont se dérouler d'autres déportations dans le cadre de la re-soviétisation des pays baltes, de l'Ukraine, de la Biélorussie occidentale, de la Moldavie. Au fil des années, les déportations sont devenues un véritable mode de gestion des populations mais aussi des territoires. Les déportés sont de véritables parias sociaux, privés de leurs droits civiques, assignés à résidence dans des villages de peuplement spécial, exploités dans des structures économiques spécifiques dépendant de la direction principale des camps de travail donc du goulag car ces villages de peuplement spécial se trouvent

souvent autour des principaux camps de travail forcé et dépendent également de la direction principale du goulag. Ces déportés occupent ainsi l'avant-dernière place, juste au-dessus des prisonniers du goulag, dans la complexe stratification sociale soviétique fondée sur une échelle de statuts.

Plusieurs conclusions s'imposent. Ainsi la différence entre temps de paix et temps de guerre apparaît comme peu pertinente quand il s'agit d'étudier ce type spécifique de violence que sont les déportations massives d'éléments jugés étrangers à la communauté sociale et nationale. Deuxièmement, on constate une remarquable évolution dans les critères de discrimination. Aux critères de classe qui dominent jusqu'au milieu des années 1930 succèdent des discriminations ethniques qui culminent avec la grande vague de déportation totale de peuples punis pour une soi-disant collaboration pendant la guerre. Troisième considération, avec le temps la logistique des déportations devient de plus en plus efficace : la différence est frappante entre les premières déportations-abandons de koulaks livrés à leur sort, sans ravitaillement ni outil au beau milieu de la taïga ou de la steppe en 1930-1931, et l'immense logistique militaire déployée, en février 1944 par exemple, pour arrêter et déporter en six jours un demi-million de Tchéchènes et d'Ingouches, tous réaffectés dans des kolkhozes, des entreprises, des mines, au Kazakhstan ou en Sibérie occidentale. Il y a donc une rationalisation de ces déportations. Finalement, ces déportations sont transformées en 1948 pour tous les déportés nationaux punis après la guerre en déportation à vie alors que les autres déportations étaient théoriquement des déportations à 5 ou 10 ans. Ainsi, les enfants des koulaks à la fin des années 1930 et aux débuts des années 1940, c'est-à-dire arrivés à l'adolescence ou à l'âge adulte, ont pu quitter le lieu d'affectation de leurs parents, souvent pour servir dans l'Armée Rouge, tandis qu'à partir de 1948 les peuples punis pendant la guerre sont « punis à perpétuité » par un décret. Cette décision sous-entend que chaque membre de la communauté punie transmet d'une génération à l'autre la faute commise par ses aïeux. Nicolas Werth s'interroge pour savoir si des éléments de politique raciale se sont insérés dans la politique stalinienne de nettoyage ethnique. En fait, l'analyse de la politique vis-à-vis des nationalités montre que ces peuples n'étaient pas persécutés pour des raisons raciales comme le faisaient les nazis. Son but n'était pas d'éliminer physiquement un peuple ou une ethnie, mais d'éliminer toute forme de particularisme ethnique ou national qui risquerait d'entraver le projet de construction d'une communauté de nationalités socialistes soviétiques. Ce traitement était donc fondé sur la conviction que les nationalités de même que les classes sociales étaient des formations socio-historiques et non des entités raciales ou biologiques. Le régime s'est efforcé bien davantage d'éradiquer les identités nationales, culturelles et historiques des communautés, que d'éliminer chaque membre de celles-ci, ce qui explique pourquoi un régime qui avait certainement la capacité de mettre en œuvre de vastes opérations génocidaires n'organisa jamais vis-à-vis de ces peuples punis des camps d'extermination. Il n'en reste pas moins que la mortalité parmi les déportés fut toujours énorme que ce soit au début des années 1930 dans ces déportations-abandons ou au milieu des années 1940 dans ces déportations mieux organisées. Ainsi en 1930-1932, un quart des 2,4 millions de koulaks déportés disparurent, essentiellement les vieillards et les plus jeunes, c'est-à-dire les plus fragiles. En 1948, 30% des 600.000 personnes déportées du Caucase du Nord au Kazakhstan quatre ans auparavant sont morts. On estime globalement que pour les quelques 6 millions de personnes déportées entre 1930 et 1953, entre 1,5 et 1,8 million moururent prématurément, l'immense majorité d'entre eux dans les trois ou quatre années qui suivirent la déportation.

II – Le travail forcé :

Le travail forcé est la forme la plus répandue et la mieux connue des violences du stalinisme. Le nombre des détenus du goulag (longtemps débattu, désormais solidement établi), le plus vaste système de travail forcé du XXème siècle avec le *laogai*, le système de camps de travail forcé chinois, de la fin des années 1920 au début des années 1950 s'établit à environ vingt millions de citoyens. Un adulte sur six a donc fait l'expérience du camp. Auxquels il faut, bien entendu, ajouter les six millions d'individus qui ont fait l'expérience de la déportation. C'est donc un phénomène de masse ! Un phénomène tellement massif qu'il pose la question de l'existence d'un véritable « syndrome du goulag » dans la société contaminant nombre d'aspects de la vie sociale et produisant tout une série d'effets pervers, au premier rang desquels la dissémination de la violence concentrationnaire dans l'ensemble de la société. En effet, l'entrée dans le camp en général n'était pas un billet sans retour. Mis à part ceux qui avaient été condamnés pour crime contre-révolutionnaire à une peine minimale de 10 ans systématiquement reconduite (ces détenus politiques représentaient à peu près 20% des détenus du goulag), la grande majorité des détenus passait de cinq à sept ans en camp. La plupart d'entre eux (70% des détenus donc), à l'exception d'une minorité de criminels endurcis (environ 10% des détenus), avaient été condamnés au goulag pour avoir enfreint une des innombrables lois qui pénalisaient un très grand nombre de comportements sociaux et qui imposaient une peine totalement disproportionnée par rapport au délit commis : infractions aux lois sur les déplacements et les passeports intérieurs, dilapidation de la propriété sociale (c'est-à-dire les petits vols ou les petits chapardages à l'usine ou dans le kolkhoze dans une situation de détresse), non-accomplissement du nombre minimal de journées de travail dans les kolkhozes, abandon du poste de travail, spéculation (c'est-à-dire revente de produits déficitaires). Tous ces petits délits qui marquaient une forme de lutte pour la survie dans une situation économique et sociale extrêmement difficile étaient très sévèrement punis. A l'apogée du goulag, au début des années 1950, la moitié des détenus étaient des personnes tombées sous le coup de la loi du 4 juin 1947 qui sanctionnait d'une peine de cinq à quinze ans de camp les chapardages et les vols les plus insignifiants commis en situation de détresse pour la première fois par des kolkhoziens affamés ou des veuves de guerre sans ressource. Combien de prisonniers moururent au goulag ? Selon les données statistiques centralisées tenues par l'administration du goulag, environ deux millions de personnes sont mortes sur les vingt millions qui sont passées par les camps entre 1930 et 1953.

Les probabilités de mourir au goulag étaient en fait très variables selon les lieux et le temps. Il y eut des années meurtrières comme 1933 par exemple : très mauvaise année pour entrer dans le goulag car elle fut aussi l'année des grandes famines dans le pays, d'un très mauvais ravitaillement dans les camps et d'une croissance beaucoup trop rapide du système concentrationnaire. Au cours de cette année, le taux de mortalité atteignit 15%. 1938 fut aussi une mauvaise année au cours de laquelle 10% des détenus moururent dans des camps surpeuplés par l'afflux d'un million de personnes condamnés au cours des opérations de la Grande Terreur. Mais les années les plus terribles au goulag furent 1942 et 1943 avec des taux de mortalité annuels supérieurs à 20%. Au cours de ces deux années, c'est plus d'un demi-million de détenus qui moururent de faim, de froid, d'épuisement, dans des camps à peine ravitaillés, dans un pays en guerre où le sort des détenus du goulag était loin d'être prioritaire alors que la population souffrait de la faim et de pénuries. Mais à partir de

1946, après la saignée de la guerre, la mortalité au goulag chute rapidement et ne dépasse pas 3% au début des années 1950. Les autorités ont en effet alors pris conscience du déficit généralisé de main-d'œuvre dans le pays et tentent d'exploiter de manière plus économe le travail des détenus. Au début des années 1950, quand il apparaît que le coût de garde et d'entretien d'un détenu est plus élevé que le salaire modique que l'État verse aux travailleurs libres, le plus souvent d'anciens détenus assignés à résidence à l'issue de leur peine de camp et embauchés sur les mêmes chantiers que les détenus, les chefs de camps sont encouragés, et même de façon anticipée, à libérer les détenus non dangereux. Ces mesures attestent de la crise profonde que traverse alors le goulag, crise qui va éclater au grand jour dans les semaines qui suivent la mort de Staline. L'exploitation par le travail forcé a permis la mise en valeur d'un certain nombre de régions périphériques riches en matières premières mais où les conditions de vie étaient extrêmement inhospitalières comme la Kolyma, le grand nord sibérien mais aussi une partie du Kazakhstan. L'économie du goulag selon les secteurs a pu représenter jusqu'à 15% de l'économie soviétique mais avec de très grandes différences. Dans certains secteurs très spécifiques, où les conditions de travail étaient extrêmement difficiles, comme l'exploitation de l'uranium, de l'or, des diamants, de l'étain, du molybdène, du nickel, les détenus du Goulag pouvaient représenter jusqu'à 60 ou 70% de l'ensemble de la main d'œuvre. Mais en même temps, il s'agissait de secteurs où la productivité était extraordinairement basse, à tel point qu'au début des années 1950, les autorités se sont rendues compte que ce modèle de développement pénal et économique représentait une charge terrible pour l'État. Tant et si bien que, aussitôt après la mort de Staline, les autorités vont procéder à des libérations massives : la moitié des détenus du goulag est amnistiée et libérée en quelques mois. Les prisonniers politiques condamnés pour de prétendus crimes contre-révolutionnaires sur la base de l'article 58 du code pénal soviétique sont libérés un peu plus tard en 1956.

III – Les exécutions (presque) secrètes

Entre 1930 et 1953, c'est plus d'un million de citoyens soviétiques qui sont condamnés à mort par des juridictions d'exception de la police politique pour l'un des crimes contre-révolutionnaires définis par les quatorze alinéas du fameux article 58 du code pénal soviétique. Il est important de noter que plus des trois quarts de ces condamnations furent prononcées au cours des seules années 1937-1938, pendant la Grande Terreur. L'historiographie récente de cet épisode paroxystique de la violence du stalinisme a profondément renouvelé l'étude de cette période et a infirmé deux idées qui restent encore largement répandues. Premièrement, des dénonciations dont l'origine se trouverait dans la société seraient la source d'un emballement incontrôlé de la terreur. Deuxièmement, les communistes et les cadres du parti en auraient été les principales victimes. Pendant longtemps, on a parlé des « grandes purges ». Selon Nicolas Werth, ce terme ne doit plus être utilisé en parlant de la Grande Terreur puisque quand on parle de purge, on pense à des purges des membres du parti, des élites communistes, donc des cadres politiques, militaires et économiques qui ont constitué pendant très longtemps la face émergée de l'iceberg. En effet, ce sont ces assassinats qui ont été dévoilés par le rapport secret de Khrouchtchev lors du XX^e Congrès du PCUS. Mais en fait ces purges des cadres du parti ne représentent que 6% à 7% des 700.000-750.000 personnes exécutées au cours de la Grande Terreur. Ce crime de masse, en fait tenu secret jusqu'à la chute de l'URSS à l'exception des purges des cadres dirigeants qui avaient été dénoncées en 1956, a été une vaste

opération de purification sociale décidée et planifiée par Staline en personne, assisté de son commissaire aux affaires intérieures Nikolaï Lejov. Cette opération visait à éliminer par une sorte de frappe préventive « tous les éléments socialement nuisibles et ethniquement suspects », selon la terminologie du régime, qui dans l'esprit de Staline et des plus hauts responsables policiers et politiques staliniens apparaissaient dans l'éventualité désormais hautement probable d'une guerre comme autant de recrues potentielles d'une mythique cinquième colonne de saboteurs.

On ne peut pas comprendre la Grande Terreur sans l'inscrire dans un contexte plus général de tensions internationales à partir de 1936. Staline avait appris au fond la grande leçon de Lénine selon laquelle une guerre est un facteur de déstabilisation profond d'un régime politique. En effet, Lénine avait théorisé le fait que la Première Guerre mondiale amènerait la chute du régime tsariste. S'inspirant de cette leçon, Staline avait très peur qu'une Seconde Guerre mondiale remette en cause son pouvoir. Dans son idée, il fallait donc éliminer tous ceux qui pouvaient faire partie d'une « cinquième colonne ». A partir de l'été 1937 se met en place une série d'opérations pour arrêter et éliminer les suspects secrètement. L'ordre opérationnel du NKVD n°00447 du 30 juillet 1938 est le plus connu. Il vise à éliminer une fois pour toute selon les termes mêmes de Lejov utilisés dans le préambule de cet ordre secret, sur une base de quotas d'arrestations et d'exécutions attribués à chaque région, un large éventail d'ennemis que l'on pourrait qualifier de traditionnels pour le régime. On devait éliminer les ex-koulaks, c'est-à-dire les personnes déjà arrêtées au début des années 1930 et déportées, les « gens du passé », ainsi qu'une vaste cohorte de marginaux, de petits délinquants, regroupés sous le terme générique « d'éléments socialement nuisibles ». Chaque région se voyait attribuer par le Politburo, la plus haute instance du parti dirigée par Staline, des quotas d'individus à exécuter : on parlait d'individus de « première catégorie » dans le langage codé des directives secrètes. Les individus de « deuxième catégorie » devaient être internés pour dix ans dans un camp de travail forcé. Au départ, ces quotas étaient basés sur le nombre approximatif d'individus déjà fichés depuis de nombreuses années par la police politique. Mais rapidement une dynamique d'émulation s'enclencha : les responsables régionaux du parti et du NKVD demandant et re-demandant à Staline et à Lejov des suppléments que ces derniers leur accordaient généreusement... Les objectifs initiaux furent au cours des seize mois que dura cette opération entre août 1937 et novembre 1938 multipliés par cinq pour les éléments à réprimer en 1^{ère} catégorie (peine de mort) et par trois pour les éléments à réprimer en 2^{ème} catégorie (camp de travail forcé). Au total, dans le cadre de cette seule opération n°00447 ce sont 767.000 personnes qui furent condamnées dont 387.000 à la peine de mort.

Un deuxième ensemble d'opérations secrètes, dites « polonaise », « allemande », « lettone », « finlandaise », « roumaine », etc... ciblait des ennemis nouveaux qui ne relevaient plus du registre socio-politique mais politico-ethnique. Étaient visés les immigrés de ces pays limitrophes réfugiés en URSS mais aussi les citoyens soviétiques d'origine polonaise, allemande, lettone, finlandaise, etc. qui avaient eu un lien, aussi ténu soit-il, avec un certain nombre de pays identifiés comme hostiles comme la Pologne, l'Allemagne, la Finlande, etc. Les populations des régions frontalières étaient ainsi particulièrement menacées. Il est donc erroné de parler de grandes purges à propos de ce paroxysme exterminateur de la politique stalinienne. Le terme de purge, affirme Nicolas Werth, devrait être réservé aux seules purges politiques récurrentes dans le système soviétique mais beaucoup moins meurtrières.

La Grande Terreur fut le point d'aboutissement radical et meurtrier d'une vaste entreprise d'ingénierie sociale mise en œuvre par étapes au cours des années 1930

avec d'abord la déportation de millions de paysans entre 1930 et 1932, suivie en 1933 du nettoyage des villes de leurs « éléments socialement nuisibles », puis en 1935 du nettoyage d'un certain nombre de zones frontalières de leurs minorités ethniques. Elle s'inscrit dans l'extraordinaire brutalité des bouleversements économiques et sociaux imposés par le projet stalinien au début des années 1930. La Grande Terreur se distingue des purges, qui firent à elles seules plusieurs dizaines de milliers de victimes, par son ampleur. Parmi les victimes des purges, se trouvaient les anciens compagnons de Lénine, qui furent éliminés au terme des grands procès de Moscou.

IV – Les famines.

Les famines ne sont pas le résultat d'une catastrophe météorologique mais la conséquence d'une politique : la collectivisation forcée des terres, la dékoulakisation, des prélèvements disproportionnés sur les productions agricoles. Ces « *man-made* » famines comme les a caractérisées James Mace, le grand historien américain pionnier de ces études, furent provoquées par la main de l'homme. Ces famines sont de loin la forme de violence la plus mortelle puisqu'en 1931-1933 ce sont sept millions de personnes qui sont mortes de faim après que l'État eut ponctionné la quasi-totalité des productions agricoles dans le cadre de l'agriculture collectivisée. La famine de 1931-1933 frappe toute une série de régions en URSS : les régions agricoles et les régions d'élevage, les plus riches, sont celles qui sont les plus ponctionnées dans le cadre du plan de prélèvement des produits agricoles et d'élevage qui sont au cœur du système collectiviste du kolkhoze et du sovkhoe, des fermes et des coopératives dites d'État.

La famine frappe d'abord le Kazakhstan, la principale région d'élevage de l'URSS, où la collectivisation du cheptel a été imposée et où il est abattu massivement pour alimenter les grandes villes soviétiques en viande, en premier lieu Moscou et Leningrad. Il s'agit également d'une politique volontariste de sédentarisation forcée des éleveurs nomades kazakhs pour les faire passer d'un système agricole considéré comme archaïque à un système dit socialiste en les parquant dans de grandes fermes d'élevage.

La deuxième grande région où sévit la famine c'est l'Ukraine qui était la région agricole la plus riche d'URSS. En Ukraine, la famine qui commença au printemps 1932 comme dans d'autres régions agricoles riches de l'URSS particulièrement ponctionnées au cours de l'année précédente (comme la région de la Volga ou la région centrale des terres noires) a été volontairement, intentionnellement aggravée à partir de l'été 1932 par le gouvernement stalinien pour briser la résistance particulièrement forte de la paysannerie ukrainienne à la collectivisation et aux livraisons obligatoires de produits agricoles. L'Ukraine a constitué un pôle de résistance à la collectivisation. En 1930-1931, sur les 14.000 insurrections, révoltes et manifestations de masse recensées dans les campagnes contre la collectivisation, la moitié se sont produites en Ukraine. L'Ukraine était l'épicentre des troubles paysans. Pour Staline, il était clair que l'arme de la faim, il l'écrit dans sa correspondance, devait permettre de porter un coup décisif aux paysans qui, expliquait-il (en particulier dans une lettre écrite à l'écrivain soviétique Mikhaïl Choukholov), faisaient grève, faisaient du sabotage et étaient prêts à laisser les ouvriers et les soldats sans pain. Le gouvernement de Staline va prendre des mesures d'une extraordinaire dureté pour casser ces résistances menées par les kolkhoziens qui refusaient de livrer leurs récoltes. En octobre 1932, Staline va envoyer en Ukraine et au Kouban, une région très riche au pied du Caucase et peuplée en grande partie d'Ukrainiens, deux missions conduites par Molotov et Kaganovitch, ses deux principaux lieutenants pour obliger les

Ukrainiens à remplir le plan. Remplir le plan de livraisons, c'était condamner des millions de paysans à mourir de faim. On va réquisitionner non seulement le blé, la viande, les pommes de terre, mais également les réserves des paysans. Staline ordonne dans une directive terrible du 22 janvier 1933 qu'on empêche les paysans de quitter leurs villages en les isolant par des troupes qui bloquent les routes et les gares. Ils vont être affamés dans leurs villages. La famine n'est pas reconnue par les autorités. Un silence absolu est imposé sur cette situation. C'est une famine « qui n'existe pas » et quasiment aucune aide n'est envoyée. A partir de ce moment-là, la mortalité explose de façon extraordinaire. En quelques mois, entre janvier et juillet 1933, près de 3,5 millions de paysans meurent en Ukraine, soit 12% de la population totale (et même 17-18% si l'on ne compte que la population rurale). Il y a environ 1,5 million de morts au Kazakhstan et encore 1,5 million dans les régions russes. Au total donc, près de 7 millions de personnes, essentiellement des paysans, meurent de faim en 1932 et 1933.

Cette famine est au cœur de nombreux débats historiographiques entre historiens ukrainiens, russes et occidentaux. Il s'agit notamment de déterminer la nature de cette catastrophe. Peut-on parler d'un génocide ? Les historiens ukrainiens dans leur grande majorité considèrent qu'il s'agit bien d'un génocide, d'ailleurs le gouvernement et le parlement ukrainiens ont officiellement reconnu en 2006 la famine de 1932-1933 - que l'on appelle en Ukraine l'Holodomor - comme un génocide. Les Russes ne retiennent pas cette qualification comme la plupart des autres pays. Aujourd'hui seuls quinze pays, essentiellement des pays où vivent d'importantes minorités ukrainiennes comme le Canada, la Pologne, les pays baltes, ont reconnu l'Holodomor comme un génocide. La plupart des historiens occidentaux sont assez sceptiques sur l'usage de cette notion pour qualifier la Grande Famine. Nicolas Werth rappelle la découverte assez récente d'un texte du juriste polonais d'origine juive Raphael Lemkin, qui a forgé le concept de génocide pendant la Seconde Guerre mondiale et a été à l'origine de la convention sur le crime de génocide adoptée par l'ONU le 9 décembre 1948. Pour Raphael Lemkin, ce qui s'est passé en Ukraine en 1932-1933 constitue bien un génocide, mais quand on regarde ses écrits on constate que sa définition du génocide est plus large que la définition qu'en donnera la convention de l'ONU de décembre 1948, qui limite la qualification de génocide aux groupes raciaux, nationaux, ethniques et religieux, et en exclut les groupes politiques et sociaux. Tout le débat porte donc sur la question de savoir si Staline visait les Ukrainiens en tant que nation ou en tant que paysans. Nicolas Werth rappelle qu'il a écrit en 2020 un « *Que Sais-je ?* » sur les grandes famines soviétiques où il aborde ces questions.

Conclusion :

Pour terminer Nicolas Werth souhaite insister sur l'idée que l'approfondissement de nos connaissances sur les différentes formes de violence mises en œuvre par le régime stalinien montre que ces violences ont eu tendance à envahir des sphères toujours plus larges de la vie sociale et économique de l'URSS pour devenir un véritable mode de gouvernance. Au-delà de ces quatre grands types de violence (déportations, travail forcé de masse, exécutions secrètes de masse, famines destinées à briser les résistances paysannes voire nationales dans le cas de l'Ukraine), cette violence a eu tendance à envahir toutes les sphères de la vie sociale.

Un premier exemple peut être donné par l'extension du travail forcé : la pratique du travail forcé a en réalité très largement débordé des camps et des villages spéciaux

où étaient affectés les déportés. Un des obstacles majeurs sur lesquels butait le programme d'industrialisation forcée de l'URSS dans les années 1930-1940 était la mauvaise répartition des réserves de main-d'œuvre par rapport aux ressources exploitables. Aussi le gouvernement soviétique a promulgué tout un ensemble de mesures permettant au tout puissant ministère des réserves de main-d'œuvre de recourir à une conscription obligatoire, notamment des jeunes ruraux de quatorze à dix-sept ans envoyés dans des écoles d'apprentissage industriel puis envoyés travailler dans des secteurs où les conditions de travail étaient particulièrement difficiles : mines, industries lourdes, extraction pétrolière en Sibérie. Dans les années d'après-guerre, on estime ainsi à plus de dix millions le nombre de travailleurs recrutés par le système dit de conscription obligatoire et de recrutement organisé du travail. Toute fuite d'une école d'apprentissage, toute fuite d'un ouvrier de son poste de travail dans ces industries ou ces mines dans les régions en manquant de main-d'œuvre était passible de cinq à huit ans de camp de travail forcé. Ce développement d'un travail qui n'est pas exactement un travail forcé dans le cadre d'un camp ni dans le cadre de la déportation montre néanmoins l'extension de la pratique d'une forme de travail forcé qui va bien au-delà du camp ou de la déportation.

Le second exemple concerne l'extension de la pratique des déportations. L'historien russe Alexandre Daniel a récemment découvert lors d'une expédition ethnographique en Iakoutie l'existence d'une déportation totalement inconnue qui n'apparaît dans aucun des fonds d'archives des organisations chargées de l'organisation et de la mise en œuvre des déportations. En 1942, la situation alimentaire est difficile et le comité du parti de Iakoutie décide de lancer une vaste campagne de pêche pour venir en aide au ravitaillement de l'Armée Rouge. La zone de pêche la plus riche est le delta de la Lena mais il est vide d'hommes ! La décision est prise d'y installer une dizaine de milliers de personnes. Par simple décision administrative, le comité du parti communiste de Iakoutsk fait embarquer par la police du jour au lendemain environ 20.000 éleveurs iakoutes qui sont aussitôt transférés par barges jusqu'à l'embouchure de la Lena deux mille kilomètres plus au nord ! Chaque famille - les femmes et les enfants sont également raflés - a été autorisée à prendre quelques affaires personnelles. Au cours du premier hiver, près d'un déplacé sur cinq est mort. Les survivants ont dû attendre 1947 pour être autorisés à rentrer chez eux. Cet exemple montre bien, comme le précédent, que ces pratiques de grandes violences ont eu tendance à gagner d'autres sphères bien au-delà de celles connues jusque-là.

Le bilan des violences de masse et des politiques répressives du stalinisme est accablant mais il est difficile à qualifier du fait de l'extraordinaire diversité des actions répressives mises en œuvre, des innombrables groupes sociaux, politiques, ethniques qui en ont été les victimes pendant un quart de siècle. Il ne se laisse pas réduire à un seul qualificatif englobant : crimes de masse, nettoyage ethnique, génocide... La plupart des politiques répressives dont il est aujourd'hui possible de reconstituer, sur la base de la documentation archivistique nouvellement accessible, la genèse, le degré d'intentionnalité, la préparation, la mise en œuvre, l'exécution et les conséquences doivent être replacées dans leurs contextes historiques spécifiques et analysées dans la continuité. En effet, l'une des plus fortes spécificités des politiques répressives du régime politique stalinien est de s'être déployée sur une longue durée, du moins à l'échelle des autres crimes de masse, génocides, nettoyages ethniques du XXème siècle, concentrés sur un temps relativement court de deux ou trois ans que ce soit le génocide des Arméniens ou la Shoah. L'exemple soviétique a le mérite de montrer que les cadres juridiques et les définitions difficilement élaborées par les

politistes et les historiens pour tenter de classer les crimes perpétrés par les États restent très insatisfaisants face à l'extraordinaire inventivité des régimes à persécuter les peuples.

Q : Les crimes de masse du stalinisme sont-ils aujourd'hui enseignés en Russie ?

Nicolas Werth : Ils l'ont été. Pas très longtemps. Dans les années 1990. Sous la présidence de Eltsine. Dans les manuels scolaires, une place significative était accordée à ces questions. Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, la tendance est très clairement de minorer les aspects négatifs du régime stalinien pour insister essentiellement sur son rôle dans la victoire pendant la Grande Guerre Patriotique. C'est cette victoire qui justifie et fait oublier tout le reste. Les parties sur le travail forcé et le goulag sont réduites à une portion congrue. On a vu évoluer très fortement les manuels dans ce sens. Il est très peu question des famines. On parle un peu plus du travail forcé. En 2015, à Moscou, on a ouvert un assez grand musée consacré au goulag. On ne peut pas dire qu'il y ait désormais un silence total sur cette question.

Q : Le système des camps a-t-il totalement disparu après Staline ?

R : Totalement, non ! Mais à l'apogée du goulag, au début des années 1950, on avait 2,7 millions de détenus dans les camps. Vingt millions de Soviétiques sont passés en tout par les camps en vingt-cinq ans. Deux millions y sont morts. Aussitôt après la mort de Staline, la moitié des détenus a été libérée. Ces libérations ne concernaient pas les prisonniers qui avaient été condamnés au titre de l'article 58 du code pénal, c'est-à-dire les politiques, ni les criminels de droit commun (qui représentaient 10% des détenus). Il s'agissait en grande partie de citoyens ordinaires condamnés pour une broutille à une peine de cinq à huit ans de camp. Il y a eu une deuxième vague de libération vers 1955-1956, qui concernait cette fois des détenus politiques. Ensuite, on est resté à un plateau assez élevé autour de 800 000 à un million de personnes tout au long des années 1960 et 1970. La grande différence entre les colonies pénitentiaires post-staliniennes et le goulag stalinien, c'est que les détenus n'étaient plus soumis à un travail forcé dont le postulat de base était : si vous travaillez et que vous remplissez le plan, vous serez nourris, sinon vous ne recevrez quasiment rien à manger. Il n'y a plus cette relation entre travail et nourriture. Ce sont des colonies pénitentiaires comme il en existe encore aujourd'hui, avec un travail léger. Ce n'est plus un système de travail forcé, mais on reste dans des chiffres relativement élevés en ce qui concerne le nombre de détenus. Et encore aujourd'hui, dans la fédération de Russie, on atteint des chiffres de 600.000 personnes emprisonnées dans ces camps pour une population 2,25 fois plus nombreuse qu'en France. Et on a environ huit fois plus de détenus qu'en France. On a un taux d'incarcération qui est 3,5 à 4 fois supérieur à celui de la France. On a une sévérité de la peine en Russie qui est beaucoup plus grande qu'en France. Il reste très peu de prisonniers politiques : c'est de l'ordre de quelques dizaines à quelques centaines. La sévérité de la justice est un héritage de la période stalinienne. Pour la majorité des personnes condamnées au goulag, c'était de la répression politique puisque c'était une condamnation exagérée par rapport à des petits délits de droit commun qui étaient sanctionnés de façon disproportionnée.

Q : L'actuel pouvoir russe laisse-t-il la recherche historique se faire sur ces crimes de masse ?

R : On ne peut pas dire qu'il y ait un interdit. Il y a des études très sérieuses. Il y a une très belle école historique russe sur la question des répressions. Simplement, les livres sont édités à très peu d'exemplaires. Il n'y a pas de demande. On a de très belles éditions d'excellents livres d'histoire mais ce sont des tirages qui ne dépassent pas 500-1000 exemplaires. Ces livres on ne les trouve pas au-delà de Moscou et de Saint-Pétersbourg. En revanche, il y a toute une littérature de gare ou pseudo-historique glorifiant Staline, la Grande Guerre Patriotique, qui atteignent des tirages de centaines de milliers d'exemplaires. Donc pas d'interdit sur ces questions mais ce sont des livres qui ne sont pas diffusés largement.

Alban Perrin : Mais il n'y a pas un historien qui a été accusé d'attouchement sexuel ?

R : Oui. C'est tout à fait récent. Il y a ce fameux cas avec Iouri Dmitriev, un militant de l'association Mémorial, qui est en prison depuis plus de quatre ans et qui vient d'être condamné à treize ans de colonie pénitentiaire sous une fausse accusation de pédophilie. Mais ceci dit, il est surtout attaqué comme militant de Mémorial, comme découvreur d'un grand charnier de la Grande Terreur dont on prétend maintenant que ce ne serait pas des citoyens soviétiques qui auraient été exécutés par le NKVD en 1937 mais des prisonniers de guerre soviétiques exécutés par l'occupant finlandais. C'est une affaire politique. Ceci dit, la recherche sur le goulag dans la région de Stalingrad ou de Novossibirsk n'est pas entravée. Il y a des thèses, beaucoup de thèses qui se font. Tout cela est quelque chose de confidentiel, à bas bruit. Les livres de ces chercheurs sont publiés à quelques exemplaires. Mais ce n'est pas un sujet tabou.

Alban Perrin : Sur l'absence de mémoire en Russie sur ces événements, vous avez publié il y a quelques années un ouvrage absolument éclairant : La route de la Kolyma. Vous allez sur la trace d'anciennes colonies pénitentiaires dans l'Extrême-Orient soviétique et finalement vous retrouvez au terme d'un voyage compliqué des sites d'anciennes implantations du goulag où rien n'est mémorialisé. Tout est laissé à l'abandon. Et les rares musées que vous visitez sont le fait de descendants de zeks qui dans leurs propres appartements privés ont mis en place des petits musées.

R : Oui. Tout à fait. Il n'y a pas de mémorialisation. C'est tout à fait ça. Des sites du goulag ou des lieux de massacre, c'est uniquement l'association Mémorial qui essayait de faire vivre ces lieux. De mettre des petits mémoriaux qui sont souvent enlevés, détruits. Et en même temps, il y en a au niveau central... C'est très politique... C'est très rusé. Le pouvoir a fermé récemment le principal musée, le seul d'ailleurs, sur le site d'un camp à Perm. Le camp de Perm 36 avait été créé dans les années 1990 par les militants de l'ONG Mémorial, la seule qui s'occupe de la mémorialisation des répressions et de conserver les mémoires des répressions. On a fermé ce musée en 2014. Et en 2015, le régime a ouvert un musée du goulag à Moscou. Il avait besoin de remplir cette case mais en contrôlant le discours. Et ne pas laisser à une ONG ou à ses militants le monopole de cette mémoire. Le musée du goulag à Moscou, il y aurait

beaucoup à en dire. C'est un musée intéressant mais il y a quelques points de grande ambiguïté. On étudie en détail comme cela a été fait dans des articles de la revue *Mémoire en jeu*. Dans ce musée, on présente la dureté du goulag mais on explique aussi que finalement le goulag et le travail des zeks ont servi à créer des réalisations, ont contribué à aider l'industrie militaire. Donc il faut bien lire entre les lignes dans ce musée. Le goulag n'est pas présenté de manière réellement négative. Il a contribué à la grandeur du pays, à l'effort national pendant la guerre, à la mise en exploitation de nombreuses régions. Il y a une utilisation mémorielle du goulag comme certes un endroit dur et sans doute un peu injuste, mais qui n'était pas vain. Il n'y a donc pas de silence total sur le goulag mais le régime essaie de contrôler le discours qui est tenu à son propos en empêchant les voix discordantes, en arrêtant les militants. L'association Mémorial est qualifiée « d'agent de l'étranger ». Ces activités sont limitées. Il y a toute une politique mémorielle qui est complexe et rusée. Dans le numéro de *L'Histoire*, « Les mondes du goulag », il y a un très bon article d'une jeune historienne, Emilia Koustova, qui montre bien ce double aspect des mémoires des répressions.

Compte-rendu rédigé par Nicolas DAVOINE, Lycée Pays de Retz, Pornic et Thomas DELIERE, Collège Condorcet, Saint Philbert de Grand-lieu.
Relecture par Michaël GUIHARD, Lycée M. Yourcenar, Le Mans.